

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Algérie : mort du puissant chef d'état-major de l'armée

M.A.  
Libreville/Gabon

ON disait de lui qu'il était le véritable détenteur du pouvoir en Algérie depuis la démission – qu'il avait au reste arrachée – du président Abdelaziz Bouteflika en avril. Le très puissant chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah est décédé hier d'une crise cardiaque, quatre jours à peine après l'investiture du nouveau chef de l'Etat. Il avait 79 ans. Comme un symbole, sa dernière apparition publique remontait au 19 décembre, lors de la cérémo-

nie d'investiture du nouveau président Abdelmadjid Tebboune, élu une semaine plus tôt lors d'un scrutin que ce haut gradé avait imposé malgré l'opposition du mouvement populaire de contestation qui agite l'Algérie, le Hirak.

A cette occasion, M. Tebboune avait élevé le président par intérim Abdelkader Bensalah mais aussi le général Gaïd Salah à la dignité de "Sadr" dans l'Ordre national du Mérite, traditionnellement réservé aux chefs de l'Etat.

Figure marquante du haut commandement militaire – pilier depuis l'indépendance en 1962 d'un régime algérien caractérisé par son opacité –, il a durant plus de 8 mois "suggéré" la marche à suivre au gouvernement, et tour à tour félicité ou mis en garde la contestation.

Depuis l'annonce de sa disparition, la télévision nationale alternait flashes spéciaux et images d'archives du défunt sur fond musical. Le coin de l'écran barré de noir, avec en incrustation une photo du général Gaïd Salah faisant un salut militaire. Né le 13 janvier 1940, engagé, selon sa biographie officielle, dès l'âge de 17 ans au sein de l'Armée de libération nationale (ALN) combattant le pouvoir colonial français, Ahmed Gaïd Salah était l'un des derniers représentants au sein du pouvoir des anciens combattants de la Guerre d'indépendance. Un passé dont les dirigeants algériens ont longtemps tiré leur légitimité.

M. Tebboune, 74 ans, est, lui, le premier président algérien à n'être pas issu des rangs de ces anciens combattants.

"Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense", le chef de l'Etat a chargé le général Saïd Chengriha, commandant des Forces terrestres, d'assurer l'intérim du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP).

Le général Chengriha, 74 ans, est à la tête des Forces terrestres depuis septembre 2018, à la faveur d'un vaste remaniement



Homme fort de l'Algérie après la démission forcée du président Abdelaziz Bouteflika, le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, est mort hier à l'âge de 79 ans.

dans la haute hiérarchie militaire et sécuritaire.

Les généraux Gaïd Salah et Chengriha "ont des profils similaires", tous deux issus des Aurès, région du nord-est de l'Algérie et terre de tribus chaouis

(minorité berbérophone), souligne Moussaab Hammoudi, chercheur de l'Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) de Paris.

Le général Chengriha "était déjà pressenti pour remplacer

le général Gaïd Salah", poursuit M. Hammoudi, qui rappelle qu'en Algérie, le chef des Forces terrestres succède traditionnellement au chef d'état-major.

(Source : AFP)

## Brèves

**Arabie saoudite. Affaire Khashoggi : cinq Saoudiens condamnés à mort à Ryad**

Cinq Saoudiens poursuivis pour le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi ont été condamnés à mort par un tribunal de Ryad, qui a disculpé deux des principaux suspects, un conseiller royal et un chef du renseignement, a annoncé hier le procureur général d'Arabie saoudite.

**Centrafrique. Violents combats entre groupes armés à la frontière avec le Soudan**

La ville centrafricaine d'Amdafock, située à la frontière avec le Soudan, a été une nouvelle fois le théâtre de violents combats entre deux groupes armés qui ont duré de mardi à vendredi, ont indiqué hier des sources humanitaires et des responsables de ces groupes.

**Côte d'Ivoire. L'ex-chef rebelle Soro atterri au... Ghana**

L'ex-chef de la rébellion ivoirienne et candidat à la présidentielle de 2020 Guillaume Soro, qui était à bord d'un vol privé le ramenant à Abidjan, a finalement atterri à Accra, au Ghana voisin, a indiqué un porte-parole de son mouvement.

**RDCongo. Un ancien Premier ministre appelle à "faire la guerre au Rwanda"**

L'ancien Premier ministre et opposant congolais Adolphe Muzito a appelé hier Kinshasa à "faire la guerre au Rwanda" et même à "l'annexer" pour mettre fin aux violences qui ensanglantent l'est de la République démocratique du Congo depuis 25 ans.

## Guinée : vers un boycott des législatives par l'opposition

M.A.  
Libreville/Gabon

DEJA vent debout contre l'ambition prêtée au président Alpha Condé de briguer l'an prochain un troisième mandat à la tête du pays, l'opposition guinéenne vient d'ouvrir un nouveau front. De fait, elle a annoncé hier à Conakry qu'elle allait boycotter les législatives prévues le 16 février. Pis, elle compte en empêcher leur tenue. Une montée des périls dans ce pays en proie à des épisodes sanglants.

"Nous avons décidé que nous ne pouvons pas participer. Il ne s'agit pas de boycotter et de rester les bras croisés. Nous allons empêcher que ces élections aient lieu", a déclaré le chef de file de l'opposition, Cellou Dalein Diallo, à l'issue d'une réunion des dirigeants d'une vingtaine de partis

d'opposition.

Dénonçant une "mascarade électorale", M. Diallo a justifié cette décision par des divergences avec le pouvoir, notamment sur la révision du fichier électoral. "Il y a eu un enrôlement massif des mineurs", tandis que "des gens qui en ont le droit n'ont pas été autorisés de s'enrôler", a-t-il affirmé. "Nous ne pouvons pas accepter qu'une élection basée sur ce fichier soit organisée", a-t-il ajouté.

"Nous avons pris une importante décision aujourd'hui qui va consister à ne plus (entrer en compétition) avec (le président) Alpha Condé tant que les conditions d'une élection libre et transparente ne sont pas réunies", a abondé un autre responsable de l'opposition, Etienne Soropogui. L'annonce de ce boycott intervient donc alors que la contestation contre le dessein prêté au chef de l'Etat ne faiblit pas



dans ce petit pays de 13 millions d'habitants d'Afrique de l'Ouest, pauvre malgré d'importantes ressources minières.

Le 19 décembre, ce dernier, élu en 2010 puis réélu en 2015, a rendu public un projet de nouvelle Constitution, à soumettre au peuple guinéen à une date non précisée.

L'opposition guinéenne a immédiatement crié au "coup d'Etat constitutionnel" et confirmé son appel à manifester massivement jeudi 26 décembre.

(Source : AFP)